



RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION













ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

Fourniture de livres et de prestations annexes pour les services du Département de la Vienne

Date et heure limites de réception des offres :
Mardi 30 juin 2026 à 17:30

Département de la Vienne
Place Aristide Briand
CS 80319
86008 Poitiers CEDEX

L'ESSENTIEL DE LA PROCÉDURE

	Objet	Fourniture de livres et de prestations annexes pour les services du Département de la Vienne
	Mode de passation	Appel d'offres ouvert
	Type de contrat	Accord-cadre
	Nombre de lots	8
	Délai de validité des offres	180 jours
	Forme de groupement	Aucune forme de groupement imposée à l'attributaire
	Variantes	Sans
	PSE	Sans
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	Défini par lot
	Visite sur site	Sans

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation	4
1.1 - Objet	4
1.2 - Identification de l'acheteur.....	4
1.3 - Mode de passation	4
1.4 - Type et forme de contrat.....	4
1.5 - Décomposition de la consultation	4
1.6 - Nomenclature	5
1.7 - Renouvellement.....	6
2 - Conditions de la consultation	6
2.1 - Délai de validité des offres	6
2.2 - Forme juridique du groupement	6
2.3 - Variantes.....	7
2.4 - Développement durable	7
3 - Conditions relatives au contrat.....	7
3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution	7
3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement	7
3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	7
4 - Contenu du dossier de consultation	7
5 - Présentation des candidatures et des offres	8
5.1 - Documents à produire	8
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis	9
6.1 - Transmission électronique.....	9
6.2 - Transmission sous support papier	14
7 - Examen des candidatures et des offres.....	14
7.1 - Sélection des candidatures	14
7.2 - Attribution des accords-cadres.....	14
7.3 - Inversion des phases d'analyse	18
7.4 - Suite à donner à la consultation	18
8 - Frais d'accès au réseau - fuseau horaire.....	18
9 - Echanges électroniques	18
10 - Renseignements complémentaires	19
10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact	19
10.2 - Procédures de recours.....	19

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne :

Fourniture de livres et de prestations annexes pour les services du Département de la Vienne

La Bibliothèque départementale de la Vienne constitue des collections pour les mettre à disposition des bibliothèques des communes de moins de 10 000 habitants (environ 200 points de lecture). Elle participe à l'animation des bibliothèques et à la promotion de la vie littéraire, par des rencontres, salons, actions d'information ...

Plusieurs services du Département de la Vienne ou des services associés à la collectivité achètent des livres afin de constituer des fonds documentaires utiles à leurs activités.

Lieu(x) d'exécution :

Département de la Vienne

1.2 - Identification de l'acheteur

Département de la Vienne

Représenté par Monsieur le Président du Conseil départemental de la Vienne

1.3 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est : l'appel d'offres ouvert. Elle est soumise aux dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 1° et R. 2161-2 à R. 2161-5 du Code de la commande publique.

1.4 - Type et forme de contrat

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

Chaque accord-cadre sera attribué à un seul opérateur économique.

1.5 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en 8 Lot(s) :

Lot(s)	Désignation	Montant annuel maximum HT	Montant total maximum HT
01	Livres adultes : littérature générale - ouvrages en gros caractères - science-fiction, fantastique - romans policiers - ouvrages en langues étrangères	90 000,00 €	360 000,00 €
02	Livres adultes : ouvrages généraux, techniques et pratiques - fonds local, sciences humaines, ouvrages professionnels dans le domaine des bibliothèques	65 000,00 €	260 000,00 €
03	Livres jeunesse : documentaires	36 000,00 €	144 000,00 €

04	Livres jeunesse : albums - contes – romans - ouvrages en langues étrangères	90 000,00 €	360 000,00 €
05	Bandes dessinées enfants et adultes	36 000,00 €	144 000,00 €
06	Livres adultes et jeunesse faisant l'objet de réservation ou de suggestions d'achats	20 000,00 €	80 000,00 €
07	Documentation générale et spécifique aux collectivités territoriales et livres pour la jeunesse non destinés au prêt	6 000,00 €	24 000,00 €
08	Licences de consultation de livres numériques et livres audio numériques dans le cadre du dispositif PNB	60 000,00 €	240 000,00 €
	Total	403 000,00 €	1 612 000,00 €

Chaque lot fera l'objet d'un accord-cadre séparé.

Les candidats ont la possibilité de soumettre des offres pour tous les lots.

1.6 - Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :

Lot(s)	Code principal	Description
01	22110000-4	Livres imprimés
	22113000-5	Livres de bibliothèque
	22114000-2	Dictionnaires, cartes, livres de musique et autres livres
	22114500-7	Encyclopédies
02	22113000-5	Livres de bibliothèque
	22110000-4	Livres imprimés
	22114000-2	Dictionnaires, cartes, livres de musique et autres livres
	22114500-7	Encyclopédies
	22114100-3	Dictionnaires
	22114200-4	Atlas
03	22113000-5	Livres de bibliothèque
	22110000-4	Livres imprimés
	22114000-2	Dictionnaires, cartes, livres de musique et autres livres
	22114500-7	Encyclopédies
	22114100-3	Dictionnaires
	22114200-4	Atlas

Lot(s)	Code principal	Description
04	22113000-5	Livres de bibliothèque
	22110000-4	Livres imprimés
	22114500-7	Encyclopédies
05	22113000-5	Livres de bibliothèque
	22110000-4	Livres imprimés
	22114000-2	Dictionnaires, cartes, livres de musique et autres livres
	22114500-7	Encyclopédies
06	22113000-5	Livres de bibliothèque
	22110000-4	Livres imprimés
07	22113000-5	Livres de bibliothèque
	22110000-4	Livres imprimés
	22114000-2	Dictionnaires, cartes, livres de musique et autres livres
	22114500-7	Encyclopédies
	22114100-3	Dictionnaires
	22114200-4	Atlas
	22114300-5	Cartes
	22121000-4	Publications techniques
22470000-5	Manuels	
08	22113000-5	Livres de bibliothèque

1.7 - Renouvellement

Il s'agit d'un accord-cadre renouvelable en raison du caractère récurrent des prestations.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 180 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 - Forme juridique du groupement

L'offre sera présentée par une seule entreprise ou par un groupement.

Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement.

Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement. Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public. Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire représente l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonne les prestations des membres du groupement.

Si le groupement est conjoint, le mandataire désigné pour ce groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ou en qualité de membres de plusieurs groupements.

2.3 - Variantes

Aucune variante n'est autorisée.

2.4 - Développement durable

Cette consultation comporte des conditions d'exécution à caractère environnemental dont le détail est indiqué dans le CCP.

Chaque titulaire concerné devra mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour respecter ces objectifs de développement durable dans le cadre de l'exécution des prestations.

3 - Conditions relatives au contrat

3.1 - Durée du contrat ou délai d'exécution

La durée de la période initiale est fixée au CCP.

3.2 - Modalités essentielles de financement et de paiement

Les prestations, objet du présent marché, seront rémunérées dans les conditions fixées par les règles de comptabilité publique et financées sur les ressources propres du Département de la Vienne.

Les sommes dues au(x) titulaire(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

3.3 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les candidats doivent respecter l'obligation de confidentialité requise pour l'exécution des prestations.

L'attention des candidats est particulièrement attirée sur les dispositions du Cahier des clauses particulières qui énoncent les formalités à accomplir et les consignes à respecter du fait de cette obligation de confidentialité.

4 - Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes par lot
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- le cadre de réponse par lot
- DC1 et DC2 avec notices
- DUME et notice

Le dossier de consultation des entreprises est disponible à l'adresse électronique suivante : <https://marches.departement86.fr>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Dispositions concernant les modifications de détail du DCE :

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever de réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de réception des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des candidatures et des offres

Le pouvoir adjudicateur applique le principe "Dites-le nous une fois". Par conséquent, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements qui ont déjà été transmis dans le cadre d'une précédente consultation et qui demeurent valables.

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les offres des candidats sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

Pièces de la candidature telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code de la commande publique :

Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	Oui
Documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée à engager l'entreprise	Oui

Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :

Libellés	Signature
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels	Non
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles	Non

Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise :

Libellés	Signature
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat	Non

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME) sous la référence : .

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

Libellés	Signature
L'acte d'engagement (AE) du lot concerné et ses annexes daté et signé	Oui
Le cadre de réponse du lot concerné dûment rempli dans l'ensemble de ses rubriques et comprenant les éléments de prix des prestations associées et les éventuelles remises pratiquées.	Non

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

La transmission des documents par voie électronique est effectuée, **de manière obligatoire**, sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://marches.departement86.fr/>.

Au regard de cette obligation, les candidats sont informés que **toute offre transmise par voie papier sera déclarée irrégulière** et qu'à ce titre, elle pourra être rejetée pour ce seul motif. Le pouvoir adjudicateur pourra néanmoins recourir aux dispositions des articles R2152-1 et R2152-2 du Code de la Commande Publique permettant de régulariser une offre irrégulière pour autant que celle-ci ne soit pas anormalement basse. Toutefois, les candidats sont informés qu'il ne s'agit là que d'une faculté. Si le pouvoir adjudicateur décide de régulariser une telle offre papier, il demandera alors au candidat concerné que lui soit transmise, en lieu et place de l'offre papier **sans modification**, la même offre mais sous forme électronique.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs plis sont transmis successivement par le même candidat, **seul le dernier pli transmis dans le délai imparti est pris en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Copie de sauvegarde :

Les opérateurs économiques **pourront doubler leur dépôt électronique** par l'envoi d'une copie de sauvegarde (sous forme papier ou au format physique électronique de type Clé USB ou CD-ROM par exemple).

Celle-ci devra impérativement parvenir dans le délai de rigueur fixé dans le présent règlement de la consultation (même délai que l'offre électronique).

Elle devra être transmise **sous pli scellé** à l'adresse suivante :

DEPARTEMENT DE LA VIENNE
DGAFJL - DACP
Hôtel du Département – CS 80319
86008 POITIERS CEDEX

et comporter obligatoirement les mentions ci-après :

« OBJET DE LA CONSULTATION »

« Copie de sauvegarde »

Précision : Conformément aux dispositions de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, la copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique,
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pas pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Identification des opérateurs économiques – accès libre, direct et complet au DCE

Les documents de la consultation sont en accès libre, direct et complet.

L'identification des opérateurs économiques pour accéder aux documents de la consultation est fortement conseillée. Elle permet, en effet, aux opérateurs économiques d'être tenus informés de manière automatique de toute modification ou précision éventuellement apportées au DCE et de toute réponse à des questions qui peuvent être posées. Si toutefois l'opérateur économique fait le choix de ne pas s'identifier au moment du téléchargement du DCE, il lui appartiendra de récupérer par ses propres moyens les informations communiquées.

Délais de transmission de la réponse électronique – délais de téléchargement et chiffrement

Il est rappelé aux candidats qu'il convient de prévoir un temps de transmission suffisant. Le pouvoir adjudicateur ne saurait être tenu pour responsable en cas d'incapacité à télé-transmettre dans les délais.

Il convient de prendre en compte le délai de téléchargement et de chiffrement inhérents à la transmission électronique des offres via la plateforme au regard notamment des capacités techniques du matériel, du type de raccordement à internet et du trafic sur le réseau internet, voire de la taille des documents à transmettre. Ils peuvent, en effet, augmenter le délai moyen de téléchargement.

Assistance téléphonique – outils d'aide

La plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur met à disposition des opérateurs économiques :

- Un service d'assistance est accessible via le chatbot disponible en bas à droite de l'écran. Si le chatbot ne parvient pas à répondre à votre question, vous pouvez cliquer sur le bouton « assistance en ligne » depuis le chatbot afin d'accéder à la FAQ et au service d'assistance en ligne. Le service de support est ouvert de 9 h 00 à 19 h 00 tous les jours ouvrés,
- un « guide d'utilisation à destination des opérateurs économiques » (bouton aide).

De même, des recommandations aux entreprises et des pré-requis techniques notamment sur le certificat électronique sont disponibles. Consulter l'onglet en bas de l'écran sur la plateforme « pré-requis techniques ».

Signature électronique – certificat électronique

La signature électronique des offres est pour le moment facultative. Il est toutefois vivement conseillé aux opérateurs économiques de faire les démarches nécessaires pour obtenir un certificat électronique car la signature électronique va rapidement devenir obligatoire.

Les opérateurs économiques qui disposent d'un certificat électronique et qui signaient déjà électroniquement leurs offres peuvent continuer à le faire, y compris au stade du dépôt des offres.

Il est toutefois précisé que seul l'acte d'engagement ou le contrat en tenant lieu doit être signé. De même, la signature n'est requise que du seul attributaire.

En cas de signature électronique, l'acte d'engagement est donc la seule pièce de l'offre à être signée électroniquement. La signature électronique du seul fichier ZIP ne suffit pas, car elle n'emporte pas signature des éléments contenus dans le pli.

Par ailleurs, une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

Par conséquent, les opérateurs économiques sont informés que tant que la signature électronique n'est

pas rendue obligatoire, le pouvoir adjudicateur rematéralisera l'acte d'engagement pour qu'il soit signé de manière manuscrite par les parties. L'opérateur économique concerné recevra, à cet effet, un message électronique via le profil acheteur du pouvoir adjudicateur dans lequel il lui sera demandé de transmettre, à l'adresse postale spécifiée ou contre récépissé, l'acte d'engagement signé manuscritement. Il est précisé que l'acte d'engagement, signé manuscritement, ne devra pas avoir été modifié par rapport à la version électronique initiale. Si tel devait être le cas, l'opérateur économique encourrait le rejet de son offre pour ce motif.

L'acte d'engagement signé des deux parties sera ensuite scanné et envoyé, pour notification à l'opérateur économique concerné, via le profil acheteur du pouvoir adjudicateur.

Modalités de signature électronique

S'il est signé électroniquement, l'acte d'engagement ou le contrat en tenant lieu doit être signé selon les modalités prévues à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique.

Les opérateurs économiques sont alors tenus d'utiliser une signature électronique avancée conforme aux exigences du règlement n° 910-2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur.

Le certificat de signature électronique qualifié entre au moins dans l'une des catégories suivantes :

- Un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement sus-visé,
- Un certificat délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux mêmes exigences.

Certificat de signature électronique

Le certificat de signature électronique (clé format USB ou carte à puce) qui supporte la signature de la personne habilitée à engager l'entreprise permet à la fois d'identifier le signataire de façon nominative, de garantir l'intégrité du document et engage le signataire.

Les certificats de signature sont commercialisés par des prestataires de services de confiance qualifiés. **La liste des prestataires qualifiés est disponible à l'adresse internet suivante :**
<http://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>.

Le coût et la durée d'obtention varie selon les prestataires.

Format de signature électronique

Conformément aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution n° 2015-1506 de la Commission du 8 septembre 2015, les formats de signature sont XAdES, CAdES ou PAdES. Le pouvoir adjudicateur précise que la signature au format PAdES a sa préférence (fichier PDF avec signature intégrée).

Le signataire utilise cependant le dispositif de création de signature électronique de son choix.

Nota : Un **outil de signature et de co-signature** intitulé « ATEXO-sign » est disponible sur le profil acheteur [Bouton outil de signature disponible à partir du bandeau horizontal sur la page d'accueil du profil acheteur – Se référer à la notice d'utilisation dans la rubrique «Aide/outils informatiques/Utilitaire ATEXO-Sign V4 de signature hors ligne »

Vérification de la validité de la signature électronique

Conformément à l'article 5 de l'arrêté du 22 mars 2019 sus mentionné, la validité de la procédure de vérification de la signature se constate par un contrôle fonctionnel qui porte au minimum sur les points suivants :

- L'identité du signataire,
- L'appartenance du certificat du signataire à l'une des catégories de certificats requis,
- Le respect du format de signature,
- Le caractère non échu et non révoqué du certificat à la date de signature,
- L'intégrité du document signé.

Le système utilisé pour valider la signature fournit le résultat du processus de validation et permet de détecter tout problème relatif à la sécurité.

Le mode d'emploi permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique est mis gratuitement à disposition lors du dépôt de document signé.

Toutefois, dès lors que l'opérateur économique utilise un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil acheteur du pouvoir adjudicateur, il est dispensé de transmettre la procédure de vérification de la signature électronique.

Format électronique des documents transmis et nommage

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : .doc, docx, .xls, xlsx, .jpg, .odt, .odf, .htm, .bmp, pdf.

L'utilisation d'accents dans les noms de fichiers et plus généralement de tous les symboles et caractères spéciaux est prohibée, ne pas utiliser les .exe et les macros.

Virus informatique

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.



Pensez à anticiper votre dépôt plusieurs heures avant l'heure limite

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

7 - Examen des candidatures et des offres

7.1 - Sélection des candidatures

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières.

7.2 - Attribution des accords-cadres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra faire l'objet d'une demande de régularisation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. En revanche, toute offre inacceptable ou inappropriée sera éliminée.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Pour le lot n°01

Critères	Pondération
1-Valeur technique	70.0 %
<i>1.1-Suivi des commandes et informations précises concernant les commandes non honorées</i>	<i>5 pts</i>
<i>1.2-Présentation des nouveautés de la production éditoriale, apport de conseils aux bibliothécaires, recherches bibliographiques</i>	<i>5 pts</i>
<i>1.3-Partenariat pour la mise en œuvre d'actions de promotion de la lecture</i>	<i>3 pts</i>
<i>1.4-Présentation et vente d'ouvrages sur les lieux de manifestations et de rencontres</i>	<i>4 pts</i>
<i>1.5-Contribution à l'information des bibliothécaires du réseau</i>	<i>3 pts</i>
2-Prix des prestations	10.0 %
<i>2.1-Remise sur le prix</i>	<i>8 pts</i>
<i>2.2-Coût des prestations</i>	<i>12 pts</i>
3-Délai de livraison	20.0 %
<i>3.1-Délai de livraison moyen sur stock</i>	<i>10 pts</i>
<i>3.2-Délai de livraison moyen hors stock</i>	<i>10 pts</i>

Pour le lot n°02

Critères	Pondération
1-Valeur technique	70.0 %
1.1-Suivi des commandes et informations précises concernant les commandes non honorées	4 pts
1.2-Présentation régulière des nouveautés d'ouvrages documentaires pour public adulte. Conditions techniques et capacité d'accueil	6 pts
1.3-Apport de conseils aux bibliothécaires en librairie sur les divers aspects de la production éditoriale et recherches bibliographiques	4 pts
1.4-Partenariat pour la mise en œuvre d'actions de promotion de la lecture	1 pts
1.5-Présentation et vente d'ouvrages sur les lieux de manifestations et de rencontres	3 pts
1.6-Contribution à l'information des bibliothécaires du réseau	2 pts
2-Prix des prestations	10.0 %
2.1-Remise sur le prix	8 pts
2.2-Coût des prestations	12 pts
3-Délai de livraison	20.0 %
3.1-Délai de livraison moyen sur stock	5 pts
3.2-Délai de livraison moyen hors stock	5 pts
3.3-Délai de livraison après choix sur la sélection du libraire	10 pts

Pour le lot n°03

Critères	Pondération
1-Valeur technique	70.0 %
1.1-Suivi des commandes et informations précises concernant les commandes non honorées	2 pts
1.2-Fourniture d'offices sélectifs réguliers	4 pts
1.3-Apport de conseils aux bibliothécaires en librairie sur les divers aspects de la production éditoriale et recherches bibliographiques	4 pts
1.4-Partenariat pour la mise en œuvre d'actions de promotion de la lecture	4 pts
1.5-Présentation et vente d'ouvrages sur les lieux de manifestations et de rencontres	2 pts
1.6-Contribution à l'information des bibliothécaires du réseau	4 pts
2-Prix des prestations	10.0 %
2.1-Remise sur le prix	8 pts
2.2-Coût des prestations	12 pts
3-Délai de livraison	20.0 %
3.1-Délai de livraison moyen sur stock	10 pts
3.2-Délai de livraison moyen hors stock	10 pts

Pour le lot n°04

Critères	Pondération
1-Valeur technique	80.0 %
1.1-Suivi des commandes et informations précises concernant les commandes non honorées	2 pts
1.2-Fourniture d'offices sélectifs réguliers	3 pts
1.3-Apport de conseils aux bibliothécaires en librairie sur les divers aspects de la production éditoriale et recherches bibliographiques	5 pts
1.4-Partenariat pour la mise en œuvre d'actions de promotion de la lecture	4 pts
1.5-Présentation et vente d'ouvrages sur les lieux de manifestations et de rencontres	2 pts
1.6-Contribution à l'information des bibliothécaires du réseau	4 pts
2-Prix des prestations	10.0 %
2.1-Remise sur le prix	8 pts
2.2-Coût des prestations	12 pts
3-Délai de livraison	10.0 %
3.1-Délai de livraison moyen sur stock	10 pts
3.2-Délai de livraison moyen hors stock	10 pts

Pour le lot n°05

Critères	Pondération
1-Valeur technique	80.0 %
1.1-Suivi des commandes et informations précises concernant les commandes non honorées	7 pts
1.2-Présentation régulière des nouveautés de la production éditoriale, apport de conseils aux bibliothécaires	6 pts
1.3-Partenariat pour la mise en œuvre d'actions de promotion de la lecture	3 pts
1.4-Présentation et vente d'ouvrages sur les lieux de manifestations et de rencontres	3 pts
1.5-Contribution à l'information des bibliothécaires du réseau	1 pts
2-Prix des prestations	10.0 %
2.1-Remise sur le prix	8 pts
2.2-Coût des prestations	12 pts
3-Délai de livraison	10.0 %
3.1-Délai de livraison moyen sur stock	10 pts
3.2-Délai de livraison moyen hors stock	10 pts

Pour le lot n°06

Critères	Pondération
1-Valeur technique	40.0 %
1.1-Suivi des commandes	14 pts
1.2-Stock	6 pts
2-Prix des prestations	10.0 %
2.1-Remise sur le prix	20 pts
3-Délai de livraison	50.0 %
3.1-Délai de livraison moyen sur stock	7 pts
3.2-Délai de livraison moyen hors stock	7 pts
3.3-Livraison quelle qu'en soit la quantité, des ouvrages disponibles en magasin	3 pts
3.4-Quantité minimale en dessous de laquelle il n'y a pas de livraison	3 pts

Pour le lot n°07

Critères	Pondération
1-Valeur technique	80.0 %
1.1-Suivi des commandes	8 pts
1.2-Organisation du travail pour livraison dans les délais prévus à l'acte d'engagement	9 pts
1.3-Aide et moyens mis en œuvre concernant des recherches bibliographiques spécifiques	3 pts
2-Prix des prestations	20.0 %
2.1-Remise sur le prix	20 pts

Pour le lot n°08

Critères	Pondération
1-Qualités techniques de la plateforme en ligne	65.0 %
1.1-Périmètre de l'offre PNB disponible	4 pts
1.2-Périmètre et cohérence du catalogue en ligne de livres numériques mis à disposition	2 pts
1.3-Propriété de la plateforme en ligne mise à disposition	1 pts
1.4-Fonctionnalité de gestion de paniers	2 pts
1.5-Récupération de l'historique des achats de livres numériques réalisés antérieurement à ce marché	3 pts
1.6-Fonctionnalité de signalement d'éventuels doublons	3 pts
1.7-Détail des modalités de recherche dans le catalogue et des informations disponibles à l'affichage d'une liste de résultats	3 pts
1.8-Délai de livraison	2 pts

2-Qualités techniques de l'assistance et du dépannage	30.0 %
2.1-Modalités de contact et d'intervention de l'assistance	12 pts
2.2-Délais d'interventions de l'assistance	8 pts
3-Prix des prestations	5.0 %
3.1-Coût des prestations (hors prix des livres soumis à un tarif unique sans remise possible)	20 pts

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur /100.

Les critères sont notés sur 100.

Les sous-critères sont notés sur 20.

La pondération de chaque critère et sous critères correspond au nombre maximum pouvant être obtenus par le candidat.

Concernant le délai, si le candidat propose une fourchette, celui-ci sera jugé sur le délai le plus long.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées entre les indications portées sur le bordereau des prix unitaires et le détail quantitatif estimatif, le bordereau des prix prévaudra et le montant du détail quantitatif estimatif sera rectifié en conséquence. L'entreprise sera invitée à confirmer l'offre ainsi rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

7.3 - Inversion des phases d'analyse

Conformément aux dispositions de l'article R. 2161-4 du code de la commande publique, l'acheteur se réserve la possibilité d'examiner les offres avant les candidatures.

Dans cette hypothèse, il est procédé à l'analyse des offres dans les conditions prévues par le présent règlement de la consultation, avant la vérification de la recevabilité des candidatures.

À l'issue du classement des offres, seule la candidature du soumissionnaire dont l'offre a été retenue comme économiquement la plus avantageuse est examinée au regard des capacités professionnelles, techniques et financières exigées.

Si cette candidature est jugée irrecevable ou insuffisante, l'acheteur procède à l'examen de la candidature du soumissionnaire classé immédiatement après, et ainsi de suite jusqu'à sélection d'un candidat présentant les garanties requises.

7.4 - Suite à donner à la consultation

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique.

8 - Frais d'accès au réseau - fuseau horaire

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat. Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

9 - Echanges électroniques

Les opérateurs économiques sont informés que, pour la phase de passation du marché, tous les **échanges avec le pouvoir adjudicateur se feront par le biais du profil acheteur** (questions/réponses au cours de la consultation, demandes de précision, demande de pièces manquantes, invitation à négocier, lettres de rejet

et de notification...). L'envoi de ces différents courriers ou documents se fera donc à l'adresse courriel renseignée par les candidats lors de leur identification sur le profil acheteur ou lors du dépôt de leur offre électronique.

A cet égard, les opérateurs économiques sont informés qu'ils sont seuls responsables du paramétrage et de la surveillance de leur propre messagerie : validité de l'adresse courriel, redirection automatique de certains courriels, utilisation d'anti-spam... »

10 - Renseignements complémentaires

10.1 - Adresses supplémentaires et points de contact

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://marches.departement86.fr/>

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des plis.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de remise des plis.

10.2 - Procédures de recours

Le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal Administratif de Poitiers

15 rue de Blossac

BP 541

86020 POITIERS CEDEX 1

Tél : 05 49 60 79 19

Télécopie : 05 49 60 68 09

Courriel : greffe.ta-poitiers@juradm.fr

Pour obtenir des renseignements relatifs à l'introduction des recours, les candidats devront s'adresser à :

Greffe du Greffe du Tribunal Administratif de Poitiers

Hôtel Gilbert

15 rue de Blossac

BP 541

86020 POITIERS CEDEX 1

Tél : 05 49 60 79 19

Télécopie : 05 49 60 68 09

Courriel : greffe.ta-poitiers@juradm.fr